

## 6.10. J'ai honte à leur place

**12 juillet 2008.** Les journaux Le Soir et De Standaard publient une carte blanche de ma main intitulée: "Tous perdants ?". Ce texte dénonce l'impasse politique dans laquelle nous avons abouti sous l'effet du malaise communautaire. J'y condamne ceux qui rendent tout compromis impossible parce qu'explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, ils contribuent à une stratégie de pourrissement. Il n'existe de fait aucun plan B crédible et réaliste en faveur d'une solution négociée. Cette tribune libre appelle les responsables de tous les partis à rapidement faire preuve de courage pour sortir de l'impasse.

À cette fin, chacun doit être prêt à relativiser le 'bon droit' de sa propre communauté. Nous sommes en effet à ce moment-là à la veille d'un retournement conjoncturel abrupt dont l'ampleur se révélera dans les mois qui suivent.

**27 avril 2010.** La plus importante crise économique mondiale depuis les années 1930 n'a pas encore fini de faire parler d'elle. Notre gouvernement vient de tomber à cause du dossier BHV. À nouveau. Nos responsables politiques n'ont pas réussi à sortir de leur logique propre, en dépit de l'appel fort lancé la semaine dernière par les partenaires sociaux réunis au sein du Groupe des 10, les exhortant à trouver une solution négociée pour BHV, dans un souci de préserver notre prospérité. Je constate aujourd'hui, en me sentant honteux à leur place, que les préoccupations politiques et électorales à court terme des partis l'ont emporté sur les intérêts fondamentaux des entreprises et des citoyens de ce pays. L'impact d'une telle attitude ne tardera pas à se faire sentir. L'image de notre pays a - une nouvelle fois - subi un préjudice grave.

L'instabilité et le vide politique qui s'annoncent ne manqueront pas de dissuader les investisseurs étrangers, avec toutes les conséquences que cela implique pour l'économie et pour l'emploi. Même si de premiers signes de reprise peuvent être observés, les entreprises et les citoyens souffriront encore longtemps des répercussions de la crise. La situation actuelle est fortement préjudiciable à notre redressement. Sans parler des incidences à long terme. De nombreux dossiers, comme les pensions, requièrent d'urgence des solutions structurelles visant à préparer notre pays à l'avenir.

C'est à présent avéré: nous sommes bien tous perdants! Les événements des dernières années n'ont hélas pas contribué à un plus grand sens du leadership dans le chef de ceux qui doivent diriger notre pays. Les extrémistes ont habilement triomphé des modérés. En ma qualité d'entrepreneur, je veux croire que cette page sombre de l'histoire de notre pays porte en elle les germes du changement.

THOMAS LEYSEN, PRÉSIDENT DE LA FEB  
INFORFEB N° 16 du 30 avril 2010